



Lettre n° 142 du 17 mai 2020

Au sommaire :

- « L'erreur », c'est le capitalisme et Macron ! Face à leur plan de relance ou Green deal, un plan pour le monde du travail - Bruno Bajou
- Anticiper la débâcle du capitalisme, construire un parti pour le contrôle de l'économie par les travailleurs - Yvan Lemaitre

« L'erreur », c'est le capitalisme et Macron ! Face à leur plan de relance ou Green deal, un plan pour le monde du travail

Face aux soignants en colère de la Pitié Salpêtrière, Macron, le Tartuffe, n'a pu que confesser « *On a sans doute fait une erreur* » à propos de la réforme du système de santé engagé il y a deux ans, car ce n'était « *pas du tout suffisant compte tenu de l'état où était l'hôpital* ». Une nouvelle provocation après l'annonce faite mercredi au sortir du conseil des ministres, de rétablir la médaille d'honneur des épidémies (créée en 1884 suite à une épidémie de choléra !) pour honorer les soignants et de les inviter à participer au défilé du 14 Juillet, alors que le décret pour leur verser les primes promises n'était toujours pas signé !

« *Ces annonces sont une provocation* » s'est indigné le cardiologue Olivier Milleron de l'hôpital Bichat, membre du collectif Inter-hôpitaux. « *Nous on ne demande pas de médaille. On a fait notre travail. On demande juste des moyens qu'on demande depuis plusieurs mois pour faire notre travail* ».

Provocation aussi, quand Véran annonçant le lancement le 25 mai d'une « *grande réunion multilatérale des partenaires sociaux au ministère* », promet de meilleurs salaires tout en prônant un assouplissement des 35 heures pour permettre aux infirmières d'augmenter leur rémunération en travaillant plus... Ce que les hospitaliers veulent, ce sont de véritables augmentations de salaires, des embauches massives, des moyens suffisants pour l'Hôpital... De nouvelles actions et rassemblements ou manifestations sont annoncées pour l'exiger, autant d'occasions de manifester sa solidarité comme de dénoncer la politique du pouvoir.

C'est bien la politique du gouvernement Macron, dans la continuité de tous les gouvernements précédents, qui est

responsable de cette dégradation continue du système de santé que ce nouveau plan annoncé ne fera qu'aggraver !

Une des conséquences, révélée par la pandémie, de cette politique est la totale incapacité de mettre en place une réelle politique sanitaire, ce qui voudrait dire s'affronter aux multinationales de l'industrie pharmaceutique... Le directeur général de Sanofi, Paul Hudson, est venu rappeler mercredi la seule logique de ces multinationales, en affirmant qu'il servirait « *en premier* » les États-Unis s'il trouvait un vaccin... en clair car il y a plus de profits à attendre de ce côté. Macron s'est dit « *ému* », demandant que le vaccin soit « *extrait des lois du marché* », paroles d'hypocrite, aveu d'impuissance, alors que la loi d'urgence sanitaire lui permet de suspendre un brevet privé si l'intérêt de la santé publique le justifie, mais de cela pas un mot. La santé est tombée depuis plusieurs décennies dans la marchandisation, ce n'est plus que du business pour quelques multinationales qui voient dans ce qu'elles produisent, médicaments ou vaccins, non des biens utiles aux populations mais des marchandises, enjeux d'une guerre commerciale permanente.

Face à la pandémie comme face à la récession, le gouvernement est aux ordres des classes dominantes, de ces multinationales.

D'où ce déconfinement qui, après plus d'un mois d'annonces contradictoires, a confirmé à quel point la reprise est incertaine face à l'ampleur de la récession économique. Pas plus les écoles, où seulement un élève sur six a pu être accueilli, que l'ensemble de la vie économique ne sont en réalité en capacité de redémarrer.

Il y a eu officiellement 246 000 chômeurs de plus en mars, probablement plus de 600 000 sur les deux mois de confi-

nement d'après les estimations de l'OFCE, essentiellement des fins de CDD ou de contrats d'intérim... L'explosion du chômage reste encore à venir quand le chômage partiel financé par l'État et qui concerne plus de 12 millions de salariés du privé, commencera à diminuer à partir du 1er juin. Déjà les grandes entreprises annoncent des suppressions de dizaines de milliers d'emplois.

Partout dans le monde, les statistiques du chômage explosent. Aux États-Unis, en un mois le taux de chômage est passé de 5 % à 15 %, le plus fort taux depuis la crise des années 1930.

Face au véritable tsunami social qui vient, les déclarations sur la relance économique, les discours sur la « *solidarité nationale* » ne visent qu'à nous faire accepter la seule perspective des classes dominantes : obtenir des milliards des États tout en imposant une intensification de l'exploitation pour les salariés.

La question fondamentale posée par la relance économique est de savoir en fonction de quels intérêts sociaux elle se fera... pour les profits d'une minorité ou pour satisfaire les besoins du plus grand nombre.

Leurs plans de relance, attaques contre le monde du travail et aides de l'État pour sauver le capitalisme

Dans une note parue le 6 mai, l'Institut Montaigne, un think tank libéral, donnait le ton de ce que les classes dominantes rêvent d'imposer au nom de la relance : suppression de jours de congé, diminution des RTT, accroissement du temps de travail. C'est leur seule logique : intensifier l'exploitation des salariés par une hausse du temps de travail qui ne fera qu'aggraver le chômage tout en exerçant une pression à la baisse sur les salaires... Cela servira peut-être à dégager du profit malgré la récession mais certainement pas à relancer l'ensemble de l'activité économique.

C'est pour cela qu'en complément des attaques contre les salariés, les classes dominantes réclament des aides de l'État.

Dans une tribune publiée le 12 mai dans la presse et sobriement intitulée « *La relance économique que nous, patrons, voulons* », Roux de Bézieux, le président du Medef, et ses homologues italien et allemand, demandent la mise en place d'un « *plan de relance européen* ». En clair, ils réclament des aides sonnantes et trébuchantes pour un montant estimé à 5 % du PIB, et au moins jusqu'en 2023.

Comme pris de panique devant « *l'écroulement* » de leur système, les mêmes qui ne jurent que par la « *concurrence libre et non faussée* », et qui fustigent « *le déficit public* » quand il s'agit de dépenses utiles à la population, n'ont d'autres solutions que de réclamer une aide massive des États.

Et pour sembler donner un objectif progressiste à ces milliards d'argent public qui doivent garantir leurs profits, ils évoquent le « *green deal* », la « *transition écologique* » : « *Nous exhortons nos gouvernements et les institutions*

européennes à s'appuyer sur le Green Deal pour donner un nouvel élan à la numérisation, mais également pour soutenir nos investissements dans les technologies clés et renforcer nos chaînes de valeur stratégiques. »

Pourtant au début du confinement, les appels se sont multipliés pour demander un allègement des contraintes et réglementations environnementales existantes... En France, le Medef et l'Association française des entreprises privées (Afed) ont plaidé pour un « *moratoire* » sur les timides normes environnementales prévues dans le plan de transition énergétique de l'Union européenne.

Mais finalement, au cynisme à courte vue de ces multinationales qui ont voulu profiter de la crise pour se libérer de toutes formes de réglementation... répond avec tout autant d'hypocrisie ces appels des classes dominantes pour que les financements publics permettent la transition vers leur « *capitalisme vert* » !

Le « green deal », une opération de greenwashing de la machine à profit...

Pour Bruno Le Maire, la seule reprise possible sera verte ou ne sera pas. Devant les parlementaires, il a même assuré vouloir doter la France de « *la première économie décarbonée de la planète* » !

Mi-avril, onze ministres européens de l'Environnement ont appelé à ce que les plans de relance économique prennent en compte les questions d'environnement et de climat. S'inscrivant dans cet appel, Pascal Canfin, président de la commission environnement au Parlement européen, a lancé un collectif de 180 personnalités politiques, syndicales, mais aussi chefs d'entreprise et dirigeants d'ONG pour créer une alliance européenne afin de soutenir ces plans pour une transition énergétique.

Enfin le 4 mai, une tribune d'une centaine de grands patrons, emmenés par Laurent Bonnafé, directeur général de BNP Paribas, ont appelé à la « *mobilisation collective pour faire de la relance économique un accélérateur de la transition écologique* ». La simple liste des grands patrons signataires, ceux de LVMH, Air France, BNP-Paribas, ArcelorMittal, Saint Gobain, Danone, Airbus, BASF, Total, le Medef... suffit à comprendre qu'il s'agit surtout de promouvoir à grand renfort de subventions publiques un capitalisme vert qui ne permettra ni de relancer l'économie ni encore moins de résoudre la crise écologique.

Derrière les belles formules sur les objectifs de décarbonation ou sur la transition énergétique, il y a surtout potentiellement d'énormes sources de profits pour des multinationales qui n'ont pas pour autant abandonné le vieux monde des énergies fossiles... La rénovation énergétique des bâtiments est un énorme enjeu pour tout le secteur de la construction, comme le développement des énergies renouvelables qui impliquent, entre autres, la production des biocarburants qui se révèle particulièrement destructrice pour l'environnement, sans parler de l'énorme marché de la voiture électrique qui intéresse toutes les multinationales de l'automobile...

Gouvernements comme patronat voudraient nous faire croire qu'ils vont réparer les dégâts écologiques du capitalisme en poursuivant la même logique de la course au profit. A travers ces plans de « *relance verte* », les États comme les institutions européennes ne font que subventionner des multinationales qui usent et abusent de l'« *écologie* » comme d'un label pour faire oublier leur responsabilité et poursuivre leur fuite en avant vers une marchandisation généralisée de la Nature.

« Transition écologique », « green new deal », nouvel avatar des illusions réformistes

Si les classes dominantes voudraient nous imposer leur « *capitalisme vert* », les différents partis de la gauche institutionnelle comme des appareils syndicaux multiplient eux aussi des appels, des plans, des programmes se réclamant de la transition écologique.

Le « *Green New Deal* », développé depuis 2018 par le parti démocrate aux États-Unis a été décliné depuis par toute une série d'appels... Ainsi depuis la crise ouverte par la pandémie, il y a eu l'appel « *Plus jamais ça ! Préparons le jour d'après* » signé par divers responsables d'organisations syndicales et associatives et plus récemment l'appel pour un « *Pacte du pouvoir de vivre* » lancé par Nicolas Hulot qui regroupe une cinquantaine d'associations environnementales.

Jeudi 14 mai, une nouvelle tribune « *Au cœur de la crise, construisons l'avenir* » regroupant des personnalités de la gauche institutionnelle dont Ian Brossat du PC, Raphaël Glucksmann, Yannick Jadot d'EELV, Olivier Faure du PS, appelle à « *s'accorder pour engager la transition écologique et dans un même mouvement les transformations sociales et économiques trop longtemps différées* ».

L'appel qui dénonce « *l'impasse où nous ont conduits les politiques dominantes depuis quarante ans et le capitalisme financier* » prend le contre-pied de l'idéologie libérale dominante de plus en plus discréditée face la faillite globale du système. Il défend l'idée d'une « *transition écologique* » reposant sur une intervention de l'État qui certes aiderait les entreprises, les multinationales mais sous conditions... Ainsi peut-on y lire : « *Le soutien public à la survie du système productif est vital. Il doit être associé à une conditionnalité environnementale et sociale exigeante. Des fleurons de notre économie sont au bord de la faillite, avec le cortège habituel de restructurations brutales et de chômage massif. Face à ces risques, la réaction de l'État en faveur de l'emploi doit être couplée à la mise en œuvre accélérée de la transition écologique, à commencer par le respect des Accords de Paris sur le climat* ».

Les signataires de cet appel ne font là que légitimer cette vieille illusion qu'il serait possible de rendre le capitalisme raisonnable, de le contrôler grâce à des politiques publiques, sans avoir à le remettre en cause.

Il est illusoire d'espérer que les États s'opposent un jour à cette logique des marchés imposée par les multinationales,

ne serait-ce qu'en demandant des contreparties à leurs subventions, alors que, quels que soit les gouvernements, ils ont contribué à la mettre en œuvre depuis plusieurs décennies.

Il ne suffira pas de voter pour un « *bon gouvernement* », nanti d'un « *bon programme* » pour effacer cette réalité d'une société divisée en classes sociales aux intérêts inconciliables. Croire que la solution viendra d'un État providence est une illusion qu'essaient de nous vendre ceux qui invoquent en France le mythe du Conseil National de la Résistance de l'après-guerre ou aux États-Unis celui du New Deal des années 30. Illusions qui servent aussi à justifier l'espoir de tous ceux qui multiplient leurs offres de service d'être associés à de tels gouvernements qui ne pourraient conduire qu'à de nouvelles formes de « *d'accompagnement* » de la faillite du capitalisme, de nouveaux renoncements face à la logique implacable de la course aux profits.

Quelles que soient leurs promesses, leurs plans ou leurs programmes, aucun gouvernement, aucun Etat, ni même aucune institution internationale, que ce soit l'Union européenne ou l'ONU, ne sont capables de réorganiser la production pour satisfaire les besoins du plus grand nombre... parce qu'il faudrait pour cela rompre avec cette logique de classe qui permet à une minorité de s'approprier le produit du travail humain, de saccager l'environnement au nom des lois du marché, de la libre concurrence, de la propriété capitaliste.

Des initiatives des travailleurs face à la pandémie... à la nécessité du contrôle sur la marche de l'économie

Le « *monde d'après* » dont tout le monde parle, ne pourra être construit que par ceux qui déjà aujourd'hui font tourner la société par leur travail et doivent tous les jours faire face à sa folie par leur coopération et leur solidarité.

Car c'est bien deux logiques de classes qui se sont révélées face à la pandémie.

D'un côté, celle des classes dominantes et de leurs représentants qui, en multipliant les attaques contre le service public de la santé, ont désarmé la société face à la pandémie et ont été tout autant incapables de mobiliser dans l'urgence les ressources pourtant disponibles pour y faire face.

Et de l'autre, celle du monde du travail, des salariés, des petits artisans ou commerçants qui, partout, ont cherché des solutions concrètes face à la pénurie, ont pris une multitude d'initiatives pour pallier la paralysie du gouvernement, quitte à bousculer les hiérarchies en place.

Face aux employeurs qui voulaient maintenir l'activité économique à tout prix, les salariés ont su multiplier le recours aux droits de retraites, les débrayages, les arrêts maladie pour exercer leur pression, jusqu'à ce que le gouvernement, faute de véritable politique sanitaire, soit contraint de mettre en place ce confinement généralisé, avec d'impuissance.

Dans des secteurs vitaux comme les hôpitaux, les salariés ont parfois dû par eux-mêmes réorganiser le travail dans les services, bousculer les habitudes, pour pouvoir faire face à la pandémie... et cela le plus souvent contre l'avis de directions incapables de raisonner autrement qu'en gestionnaires obsédés par les équilibres budgétaires.

Dans nombre de quartiers, des habitants ont aussi dû organiser des réseaux de solidarité pour faire face à une explosion sans précédent de misère, comme autour d'un Mc Donald's à Marseille, où les anciens salariés licenciés ont réoccupé le restaurant pour en faire un centre de distribution d'aide alimentaire pour les habitants de leur quartier populaire.

Ces multiples initiatives, à travers lesquelles s'expriment à la fois le refus de travailler dans n'importe quelles conditions ou pour des productions non essentielles et la volonté de prendre en main l'organisation du travail quand c'est nécessaire, sont autant d'étapes dans la construction d'une conscience de classe. Une conscience naissante qui a encore besoin de se renforcer, de prendre confiance en elle, de s'organiser...

Mais dans les faits, par leur l'action, ces salariés, ces habitants des quartiers ont engagé l'indispensable discussion, par en bas, sur l'organisation du travail et de la production : qu'est ce qui est produit, pour qui et dans quelles conditions ? Autant de discussions incontournables à travers lesquelles se construit la conscience de l'absurdité d'une économie qui n'est organisée que pour les profits d'une minorité au détriment de l'ensemble de la population, une société où les 99 % produisent toutes les richesses, qu'1 % s'accapare.

De la remise en cause de la propriété privée des multinationales... à la planification démocratique, écologique, socialiste

Toutes les mesures d'urgence qui seraient indispensables face à la pandémie et à la récession ne peuvent que se heurter à la propriété capitaliste.

La mise en place d'une véritable politique sanitaire impliquerait de regrouper dans un seul service public de la santé les hôpitaux, les cliniques privées, la médecine de ville comme les multinationales de la santé... Il ne pourra se mettre en place qu'en rupture avec ces groupes privés qui ont fait de la santé un business, comme avec la logique comptable qui s'est imposée jusque dans les hôpitaux. Il ne pourra exister que sous le contrôle des personnels soignants qui ont montré face à la pandémie qu'ils étaient capables de s'organiser avec une autre logique sociale.

Face à la récession, alors que patronat et gouvernements redoublent leurs offensives contre le monde du travail, l'urgence impliquerait que l'argent public serve à finan-

cer les productions indispensables, comme à fournir les moyens de subsistance à ceux privés de revenu, que ce soit en garantissant leurs salaires ou en leur permettant de bénéficier de crédits gratuits. De telles mesures d'urgence s'opposent à la distribution à fonds perdus de milliards aux multinationales et aux banques comme elles impliquent d'annuler les dettes publiques, à commencer par celles des pays pauvres. Les mettre en œuvre implique d'en finir avec le parasitisme de la finance, en expropriant toutes les institutions financières privées, banques, compagnies d'assurance, et en fermant les bourses et leur logique spéculative. Ce n'est qu'ainsi que pourra se constituer un véritable service public de la finance et du crédit sous le contrôle démocratique des salariés et de la population.

La mondialisation financière a créé à l'échelle du monde une économie intégrée qui ne répond à aucune autre rationalité que la course à la rentabilité pour le profit, entraînant une accentuation de l'exploitation du travail par la mise en concurrence de l'ensemble des travailleurs, une gestion à flux tendu qui fragilise toute la société, une réduction permanente des coûts de production au prix d'une explosion des transports inutiles polluants, une fuite en avant permanente dans la destruction de l'environnement.

Pour imposer une autre logique sociale, il faut que le monde du travail exerce directement son contrôle en empiétant sur la propriété capitaliste jusqu'à l'expropriation des principales multinationales et la prise en main de leur fonctionnement par leurs salariés comme par l'ensemble de la population.

C'est cette prise en main qui permettra de réorganiser l'économie mondiale sur d'autres bases que le profit. Une réorganisation qui vise à améliorer les conditions de travail, et donc passe par la réduction du temps de travail dans le cadre d'une réelle coopération entre les travailleurs du monde. Une planification qui s'appuie sur des choix démocratiques pour décider de ce qu'il est utile de produire et de comment rationaliser les « chaînes de productions » non pour les rentabiliser financièrement mais pour réduire les transports inutiles comme la consommation d'énergie et de ressources non renouvelables, pour réduire l'impact sur l'environnement.

Seule une telle planification mondiale de la production et des échanges permettra la relance d'une activité économique débarrassée de tout autre objectif que la satisfaction des besoins réels des populations tout en prenant en compte la préservation de l'environnement. C'est la seule base possible et nécessaire pour une société humaine pleinement consciente d'être partie intégrante de son environnement naturel, une société socialiste, communiste.

Bruno Bajou

Anticiper la débâcle du capitalisme, construire un parti pour le contrôle de l'économie par les travailleurs

Le 29 février dernier, il y a plus de deux mois, un Conseil des ministres exceptionnel convoqué par Macron pour traiter de la propagation du coronavirus, décidait, impromptu, d'utiliser le 49-3 pour imposer contre les salarié.e.s mobilisé.e.s et la grande majorité de la population leurs nouvelles attaques contre les retraites. Un concentré de la duplicité et de l'arrogance de classe de ce gouvernement et du couple Macron-Philippe aujourd'hui, paraît-il en rivalité. En rivalité d'ambitions politiciennes, sûrement, mais totalement solidaires comme ils l'ont été durant ces longues semaines pour gérer les conséquences dramatiques sur le plan sanitaire de leur politique vouée au CAC40 et, aujourd'hui, pour improviser le déconfinement.

En réalité leur politique de police sanitaire visait et vise, bien plus que de protéger, à masquer leur incurie et à soumettre l'opinion pour commencer à mettre en œuvre de nouvelles attaques contre le monde du travail avec la loi d'urgence dite sanitaire. En jouant de l'union nationale, en appelant les syndicats comme les partis politiques à gérer ensemble la sortie du confinement, ils espèrent contenir, à défaut de pouvoir continuer à le confiner, le mécontentement alors que s'annonce leur débâcle économique. Ils espèrent pouvoir empêcher la révolte contre la politique qu'ils initient pour sauver leur système, l'économie capitaliste, frappé par la plus grande crise qu'il ait connue dans l'histoire.

De la même façon que ce sont les travailleur.e.s, tout particulièrement les femmes, qui ont évité le pire ces dernières semaines, ce sont elles et eux qui peuvent empêcher la catastrophe économique et sociale en cours à condition d'être en mesure de préserver leur indépendance politique des institutions et des politiciens qui les flattent pour mieux dévoyer leur colère.

Ils ne peuvent faire confiance à ceux qui prétendent préparer le jour d'après sans vouloir rompre avec la logique du profit, de la concurrence, de l'économie de marché et qui prétendent la réguler, ou celles et ceux qui, sans rire, prétendent rejouer l'histoire du Conseil national de la résistance. Eux aussi, en réalité, proposent leurs services pour sauver le système et canaliser, contenir les révoltes. Quant à Marine Le Pen elle voudrait nous faire croire que le retour sur les frontières nationales serait à même de nous protéger des méfaits du capitalisme en faillite. En réalité, le retour sur les frontières ne serait qu'une façon de renforcer les pressions contre le monde du travail, les intimidations, la répression, une politique pour mettre au pas la population pour le compte du grand patronat et des riches.

Pour beaucoup de travailleurs confrontés aux difficultés de la situation que leur impose le déconfinement sous la menace de la pandémie et de la catastrophe économique annoncée, les perspectives semblent enfermées dans les

contraintes immédiates. La perte de confiance dans ce gouvernement du CAC40 ne débouche pas encore sur une prise de confiance et de conscience des capacités du monde du travail à changer les choses. Nombreux sont celles et ceux qui s'interrogent sur nos capacités à faire face, à reprendre l'initiative, et qui ont le sentiment que le confinement des luttes pourrait avoir rompu l'élan de l'année 2019, d'autant qu'aucune organisation nouvelle n'est apparue pour dépasser les limites des gilets jaunes sur un terrain de classe affirmé et revendiqué en rupture avec le dialogue social.

Nous ne sommes pas en mesure, et personne ne l'est, de prévoir comment la situation sociale et politique va évoluer dans les semaines et mois à venir. Nous pouvons par contre anticiper les évolutions possibles pour formuler une stratégie, une politique pour préparer la suite.

L'ampleur de la catastrophe annoncée indique qu'il ne peut y avoir d'issue sans une réponse collective du monde du travail pour contester la politique des classes dominantes, la mettre en échec. La tâche des militant.e.s du mouvement ouvrier est de préparer cette mobilisation collective pour affronter la bourgeoisie et son État. La fraction la plus consciente du monde du travail qui s'est retrouvée dans les interpros, les collectifs ou dans le mouvement des gilets jaunes et qui, à juste titre, se saisit de toutes les occasions pour afficher sa volonté de continuer la lutte, celles et ceux qui s'y engagent, ont besoin de discuter des moyens de faire face à la situation, inédite dans l'histoire, à laquelle le mouvement ouvrier, les classes populaires sont confrontés. Cela implique une discussion sur la portée des bouleversements en cours pour définir une stratégie, anticiper l'avenir, se regrouper autour de perspectives communes, s'organiser politiquement, se constituer en un parti des travailleurs.

Le besoin de construire des liens politiques sur la base de la nécessaire indépendance de classe

Le mot « parti » suscite souvent des réactions de rejet qui renvoient aux expériences soit du PS, soit du stalinisme, soit à des attitudes sectaires et fermées de groupes gauchistes. Ce rejet est légitime au sens où il exprime une exigence de démocratie, de fidélité aux engagements, se méfie de ceux qui voudraient imposer leur point de vue au nom d'une prétendue vérité proclamée. Les travailleurs, les jeunes ont raison de rejeter les mystifications qui ont jalonné les décennies de recul passées. La démocratie est indispensable au combat des travailleurs, au combat révolutionnaire mais elle ne peut vivre que si nous la faisons vivre.

Le scepticisme, les doutes, le sentiment d'être dépassé par une situation qui déstabilise l'ensemble de la société sont la conséquence du matraquage idéologique des classes

dominantes par leurs chiens de garde médiatiques pour lesquels le monde du travail n'existe pas. Ils l'ont découvert, furtivement, pour lui rendre un hommage désinvolte et méprisant, fidèles relais de leur patrons.

Face à ce mépris des classes dominantes, le monde du travail a besoin de défendre sa dignité en s'affirmant en tant que classe, au-delà de sa diversité, et pour cela de rompre radicalement avec leur morale et leur idéologie, celle des premiers de cordées auxquelles les directions de la gauche politique et syndicale s'adaptent. Cette rupture naît des confrontations quotidiennes dans les rapports d'exploitation, dans les résistances, les luttes collectives ou à travers les moments où se manifeste avec violence la contradiction radicale entre les intérêts des classes dominantes et ceux du monde du travail, de toute la société. C'est ce qui est brutalement apparu ces dernières semaines qui ont vu les travailleurs prendre en charge la politique sanitaire que l'État de la bourgeoisie, ses dirigeants étaient incapables même d'organiser.

Cette prise de conscience de l'antagonisme de classe est le point de départ d'une prise de conscience plus globale de la faillite de la bourgeoisie, de la nécessité de construire une société fondée sur la solidarité, l'entraide et la coopération, socialiste et communiste. Elle entraîne la prise de conscience qu'il appartient aux forces vives, productrices, créatrices, au monde du travail, manuel ou intellectuel, de prendre les choses en main pour réorganiser la société.

Anticiper le mûrissement d'une situation prérévolutionnaire

Trotsky ironise dans *Leur morale et la nôtre* sur les « *centristes* » hésitant entre réforme et révolution « *qui "admettent" la révolution prolétarienne comme les kantiens l'impératif catégorique, c'est-à-dire comme un principe sacré inapplicable dans la vie quotidienne* »[1]. On pourrait reprendre la formule à l'égard des attitudes proclamatoires sur la nécessité d'un parti révolutionnaire. En réalité, prendre à bras le corps le travail de construction d'un parti pour la transformation révolutionnaire de la société est une tâche quotidienne, immédiate. Celle-ci ne s'oppose pas, bien au contraire, aux mobilisations y compris les plus locales, pour la défense de nos droits, elle en est partie prenante. Elle leur donne une clarté de vue indispensable au sens où elle participe de la pleine conscience de l'antagonisme de classe fondamental qui divise la société et organise l'ensemble des rapports sociaux, en premier lieu au travail.

Notre politique, notre stratégie ont besoin d'anticiper les évolutions sans être dominées par l'instant. Les bouleversements révolutionnaires sont le produit de profondes évolutions, de longs mûrissements qu'il nous faut collectivement anticiper.

Les idéologues du pouvoir parlent beaucoup de guerre contre le virus, les dirigeants politiques à la Macron jouent au Général. Au-delà de la pose et de la propagande, il y a dans la situation actuelle un élément qui se rapproche, toute proportions gardées, de la guerre, celui de l'inter-

ruption des relations sociales et politiques dans le même temps que sont brutalement propulsés en première ligne, sur le front, les travailleurs.e.s. Les consciences, un premier temps paralysées sous la pression des événements, se ressaisissent ensuite pour se retourner contre les responsables de la catastrophe. La tâche des révolutionnaires est alors d'anticiper les évolutions possibles pour se préparer à ces moments rares où l'opinion bascule, où les masses interviennent directement sur le terrain où se décide leur propre destinée comme le dit Trotsky dans son *Histoire de la révolution russe*.

Aujourd'hui nous rentrons dans une période radicalement nouvelle à travers laquelle mûrissent les conditions objectives et subjectives, c'est à dire les ruptures avec l'ordre établi, d'un processus de transformation révolutionnaire : nous ne pouvons rien attendre des classes dirigeantes faillies qui entraînent le monde vers une catastrophe ; l'avenir dépend de nous, de notre solidarité, de notre capacité collective à agir, faire de la politique, pour nous défendre et changer le monde.

Inscrire notre combat dans la continuité des premiers soulèvements et révolutions de la nouvelle époque

Travailler aujourd'hui à un rassemblement politique sur le terrain de la lutte de classe s'inscrit dans la montée des mobilisations, luttes, soulèvements de la décennie passée depuis la grande récession de 2007-2008 et les révolutions arabes de 2011.

Ces dernières représentaient les premiers soubresauts entraînés par la crise planétaire du capitalisme, conséquences de la régression sociale qu'elle avait provoquée, du discrédit des classes dominantes du fait leur incurie et de leur corruption ainsi que des partis politiques à leur service qui ont conduit l'offensive de la mondialisation financière contre les travailleurs et les peuples comme ceux qui ont pris le relais, les Macron, Johnson, Trump and co...

Une première vague de contestation a eu lieu après la chute du Mur au décours de l'effondrement des vieux partis issus de l'histoire du mouvement ouvrier, le PS et le PC, les premiers pas d'une remontée du mouvement ouvrier en particulier en France à la fin du siècle dernier et au début de ce siècle quand l'extrême gauche réussit à recueillir sur les noms d'Arlette Laguiller et d'Olivier Besancenot, près de 10 % de l'électorat lors de l'élection présidentielle de 2002. Elle fut alors incapable de surmonter ses divisions pour se donner collectivement les moyens de répondre aux besoins de celles et ceux qui s'étaient tournés vers nous. La politique opportuniste des partis larges de la IV^{ème} internationale et le sectarisme de Lutte ouvrière se combinaient pour faire échouer tout processus de dépassement de l'extrême gauche dans le sens d'un parti des travailleurs.

Cette impuissance était le résultat d'une difficulté à se dégager du passé pour saisir, du point de vue d'une stratégie révolutionnaire, ce que représentait la mondialisation libérale et impérialiste entraînant l'effondrement de l'URSS

et du bloc de l'Est après avoir intégré les anciens pays coloniaux au marché capitaliste.

Ces bouleversements ont abouti à la crise de 2007-2008 et à la réplique sociale qu'elle a engendrée.

La question d'une expression politique du monde du travail capable d'avoir une politique et d'offrir une perspective est au cœur de ces mouvements et soulèvements de la dernière décennie.

Ils ont pris un caractère massif avec une détermination, une ténacité, une force impressionnantes par la volonté d'occuper le terrain de la rue, de la contestation pour faire valoir les aspirations à la dignité et à tourner la page de régimes corrompus. Ces révolutions, souvent qualifiées de révolutions 2.0 de par la place qu'y ont pris les réseaux, sont en même temps marquées par les limites de ce qui a pris le nom d'horizontalisme, le refus des chefs, des partis, la légitime volonté de contrôler par en bas, la crainte de voir les aspirations à la démocratie et à la dignité qui fondent la cohésion du mouvement exploser sous la pression des rivalités politiques. A travers ces mouvements, l'attitude des pouvoirs en place vérifie pleinement l'actualité du débat « réforme ou révolution ». Mais au sein des masses révoltées, ce clivage n'est pas suffisamment conscient pour devenir la compréhension de la nécessité, pour les classes exploitées, de se donner les moyens, les instruments de leur propre intervention sur le terrain social et politique.

Le mouvement des Gilets jaunes a été, ici, d'une certaine façon, la réplique des révolutions 2.0, apportant la force d'initiative, la détermination et la ténacité d'un mouvement sortant des cadres institutionnels du dialogue social. Il a été lui aussi cependant prisonnier des limites de l'horizontalisme alors qu'au sein des mouvements sociaux, depuis 2016, une minorité grandissante cherche à se dégager de la politique de compromis des directions des grandes confédérations syndicales sans parvenir à se donner son instrument politique.

Faire un pas dans ce sens est bien l'enjeu du déconfinement politique qui commence.

La démarche transitoire : des réponses locales aux réponses globales, un parti pour le contrôle des travailleurs et de la population

Paradoxalement, la politique de classe menée par le pouvoir tant avec le confinement qu'avec le déconfinement, loin d'étouffer les acquis politiques des mobilisations d'avant, a contribué à créer un terrain propice à leur approfondissement.

Elle a renforcé le rejet de la logique du profit et le discrédit des politiciens qui lui ont vendu leurs âmes. Elle a surtout, peut-être, montré aux travailleurs eux-mêmes à quel point la société repose sur leurs épaules, leurs initiatives. La déroute économique qui commence apportera une brutale démonstration qu'il ne peut y avoir d'issue à la débâcle du capitalisme sans leur intervention sur le terrain politique.

Le parti est l'instrument de la prise du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes, la conquête de la démocratie pour décider et contrôler la marche de l'économie, de la société et de l'État en fonction des besoins sociaux, écologiques, démocratiques, culturels de la population. Cette conquête de la démocratie ne sera pas un grand soir. Le prolétariat ne pourra se constituer en tant que classe dominante qu'à travers un processus complexe de contestation du pouvoir économique et politique de la bourgeoisie par la reprise en main de la production désorganisée, abandonnée, voire détruite par la logique du profit, la concurrence mondialisée, la débâcle des classes dominantes.

D'une certaine façon, le dévouement, la solidarité et l'entraide, les mille et une initiatives des personnels soignants pour faire face à l'incurie de l'État ou le bénévolat et l'organisation de la distribution de secours alimentaires pour faire face à l'abandon des quartiers populaires, les réactions de défense des salariés contraints de reprendre le boulot dans des conditions sanitaires inacceptables donnent à voir, à une modeste échelle, ce que pourrait être l'émergence d'un double pouvoir pour répondre à la débâcle économique des classes dominantes.

Le mot d'ordre « *Refusons de payer leur crise* » ne peut suffire à répondre à la faillite en cours, il s'agit de prendre en main la réorganisation de l'économie.

Ernest Mandel décrit ce changement du contenu et des objectifs de la lutte dans son introduction au livre *Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion* [2] : « *Ainsi, le centre de gravité de la lutte de classe se déplace des problèmes de répartition du revenu national vers les problèmes d'organisation du travail et de la production, c'est-à-dire vers le problème des rapports de production capitalistes eux-mêmes. Qu'il s'agisse en effet de disputer au patron le droit de fixer le rythme de la chaîne ou de lui disputer le droit de choisir l'emplacement où il créera une nouvelle usine ; qu'il s'agisse de contester le type des produits fabriqués dans une entreprise ou de vouloir opposer aux contremaîtres ou aux « chefs » désignés des compagnons élus par leurs camarades de travail ; qu'il s'agisse pour les travailleurs d'empêcher tout licenciement ou toute réduction du volume de emploi dans une région, ou de calculer eux-mêmes les fluctuations du coût de la vie ; tous ces efforts reviennent en dernière analyse à une seule et unique conclusion : le Travail n'accepte plus que le Capital soit le maître des usines et de l'économie. Il n'accepte plus la logique de l'économie capitaliste qui est celle du profit. Il cherche à réorganiser l'économie sur la base d'autres principes - les principes socialistes qui correspondent à ses propres intérêts* » [3].

Ce processus complexe a déjà commencé combinant mobilisation pour les droits immédiats, les conditions de déconfinement, de reprise du travail, volonté de contrôler le déconfinement et le nécessaire contrôle de l'économie face à la débâcle qui se profile derrière les plans de relance.

Dans la tempête qui s'annonce dans les semaines et les mois à venir, ce sera là notre boussole : l'indépendance de

classe et le nécessaire contrôle des travailleurs et des classes populaires pour interdire les licenciements, répartir le travail entre toutes et tous, garantir un revenu décent, mettre en œuvre une transparence totale sur la gestion des entreprises comme sur la finance, contester le pouvoir du capital. Dès maintenant, notre tâche essentielle, au cœur des mobilisations, est d'œuvrer à la construction de cette boussole, un parti qui sera un instrument pour

établir le contrôle et la direction de l'économie et de la société par les travailleurs eux-mêmes.

Yvan Lemaitre

[1] <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/morale/morale11.htm>

[2] <https://www.ernestmandel.org/fr/ecrits/txt/1970/autogestion.htm>

[3] Ibid